

La Presse

I . La Presse. 1837-10-10.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

MARDI 10 OCTOBRE.

ANNONCES :
1 fr. 50 centimes la ligne.
On les reçoit à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.



PRESSE

1837. 2^e ANNÉE. — N° 102.

ABONNEMENTS :
Les 1^{er} et 15 du mois.
On s'abonne à Paris
RUE SAINT-GEORGES, 16.

Paris, 9 octobre.

LE PARTI LÉGITIMISTE.

Quand on emploie le terme général de *parti légitimiste*, on paraît indiquer une opinion homogène, ayant le même point de départ, suivant la même route, tendant au même but ; mais les mots ne donnent ici qu'une idée très-imparfaite des choses, comme il arrive trop souvent. Le parti légitimiste n'est point un parti, dans le véritable sens du mot ; c'est une simple juxtaposition de souvenirs, de sentiments, de vœux, d'habitudes et de passions de toute sorte, qui ont jugé utile d'arborer un drapeau commun, et de se rassembler dans la même dénomination, en attendant que la victoire les divise, ou ce qui est plus probable, que le temps les sépare. Il vaut sans doute la peine de décomposer ces éléments divers, et de remettre chaque fragment de cette agglomération à la place qui lui appartient.

Le dernier programme des légitimistes est déjà venu révéler de grandes misères à ceux qui savent lire et juger. On reconnaît dans cette pièce l'habileté laborieuse de quelques individus fort embarrassés de couvrir d'un vernis démagogique leurs sympathies pour le pouvoir absolu, et plus embarrassés encore de la haute mission qu'ils se donnent sans l'aveu de la majorité du parti. Evidemment ils sont plus inquiets de leurs amis que de leurs adversaires, et tâchent de sous-entendre infiniment plus de choses qu'ils n'en disent, afin d'avoir une subtilité toujours prête pour satisfaire les opinions les plus divergentes. Ce travail ingrat une fois achevé, c'est à grand-peine si deux journaux s'accordent pour le mettre au jour, et l'union qu'ils annoncent par cette publication commune, ils la démentent chaque matin par les éclaircissements dont ils font suivre leur programme. Ce n'est pas tout. Deux autres journaux légitimistes refusent de signer ce manifeste électoral, et leur opposition prouve que l'acte qui semblait promulgué au nom d'un parti, n'est que l'œuvre de deux ou trois coteries provisoirement rapprochées.

En s'arrêtant là pour un moment, on se demanderait avec raison : Qu'est-ce qu'un parti qui ne sait pas même garder l'apparence de l'union pendant ses mauvais jours ? Que serait-ce donc après la victoire, si la victoire lui était possible ? Quelles discordes éclateraient alors dans son propre sein ? et à quels déchirements serait livrée la France tout entière ? Certes, il y aurait dans une telle perspective de quoi inspirer de sérieuses réflexions. Mais ce n'est encore que la moitié de la vérité. A mesure que l'on examine de plus près les éléments du parti légitimiste, et qu'on essaie de les analyser avec plus de soin, on y trouve, non-seulement les divergences caractérisées par les journaux, mais des oppositions plus vives et plus profondes, qui se tiennent aujourd'hui dans l'ombre, soit parce qu'elles n'osent pas employer la publicité de la presse, soit parce qu'elles dédaignent de s'en servir. Les journaux légitimistes expriment beaucoup d'idées qui n'ont pas réellement cours dans leur parti, et se taisent sur plusieurs autres idées qui comptent de nombreux adhérents : double ruse, fort connue des observateurs attentifs, fort peu connue de la masse des électeurs, et qui mérite d'être hautement signalée.

En général, les plus respectables d'entre les légitimistes sont précisément ceux qui restent en dehors des gazettes et font le moins de bruit. A leur tête se placent les grandes familles qui, de temps immémorial, ont vécu dans le service et l'intimité de nos rois. Les membres de ces familles sont attachés à l'ancienne dynastie, non par un système politique, mais par de longs et nobles souvenirs. Ils se préoccupent de la personne du roi bien plus que des formes de la société ; ils ont des affections plus que des principes, des habitudes plutôt que des maximes arrêtées sur l'organisation du pouvoir. Quand on leur prête de magnifiques théories sociales, quand on proclame en leur nom tout un code de démocratie, on fait un grossier mensonge. Ils veulent renouer leurs traditions domestiques et recommencer aussi exactement que possible la carrière de leurs ancêtres, c'est-à-dire qu'ils rétabliraient volontiers tous les usages de l'ancien régime qui contribuaient à leur illustration de famille. Pour le surplus, ils s'en inquiètent médiocrement, et vivent beaucoup moins dans le présent que dans le passé. On leur offrirait les honneurs de la représentation nationale qu'ils n'en voudraient point. Si l'on cite une exception, cette exception même a obtenu trop peu d'influence et de succès pour les séduire. Ils demeurent fidèles à celui qu'ils regardent comme leur chef héréditaire, parce qu'en l'abandonnant ils croiraient renier leurs plus beaux titres de gloire ; et leur fidélité sera longue, parce qu'elle leur est devenue sacrée en s'associant au malheur. Ne craignons aucune intrigue de ce côté, ni aucun parjure : des sentiments généreux ne mènent jamais à des actions basses et à des perfidies.

Au-dessous d'eux viennent la plupart des nobles du second rang et quelques ecclésiastiques d'un ordre élevé, qui n'admettent pas d'avantage les maximes que la presse légitimiste leur attribue si libéralement. Ils n'ont qu'un seul principe, fixe et invariable, si l'on peut appeler cela un principe ; c'est le désir de recouvrer les prérogatives qu'ils ont perdues. Beaucoup d'entre eux, nous aimons à leur rendre cette justice, reculeraient devant le mensonge et les moyens déshonnêtes pour se réintégrer dans leurs privilèges ; quelques autres cependant ne s'en feront pas faute, s'ils peuvent en attendre quelque chose. Les premiers se tiendront à l'écart des élections ; ils préféreront la dignité fière et calme de leur mauvaise fortune à l'appât d'un triomphe incertain, qu'il faudrait payer d'avance bien cher en prononçant un faux serment. Les autres se mêleront à la lutte, et protestent même, selon les lieux et les circonstances, de leur ardent amour pour les libertés nationales. Ces formules obligatoires pourront se traduire ainsi : « Nous vous flottons pour vous tromper ! » Que les électeurs ne l'oublient pas !

Si l'on descend de quelques degrés encore, on trouvera une grande partie des fonctionnaires et des écrivains à gages, qui ont été déposés par la révolution de 1830. Entre les légitimistes dont nous venons de parler et ceux-ci, il y a toute la distance d'une question de prérogatives nobiliaires ou sacerdotales à une question d'argent. Nulle conviction forte, nul honorable souvenir chez ces derniers ; point de raison plus solide pour être légitimistes que l'argent qu'ils ne reçoivent plus. Ils rattachent à une contre-révolution l'espérance de se ruiner sur les dépoils du budget, et cela leur suffit. C'est au milieu d'eux surtout que se recrutent les intrigants, les colporteurs de fausses nouvelles, les faiseurs de coalitions avec le radicalisme, les pamphlétaires de la faction, les pessimistes enfin, qui bouleverseraient tout pour retrouver une place dans le chaos du monde social. Offrez-leur un poste lucratif, et ils ne vous demanderont que vingt-quatre heures tout au plus pour mettre leur conscience à l'aise dans le nouvel ordre de choses. Ils ne manqueront point, ceux-là, d'assister aux élections, et d'y afficher leur programme, tantôt blanc, tantôt rouge, suivant les occurrences. Si les électeurs prenaient quelque plaisir à remettre en question tous leurs

intérêts matériels et politiques, ils auraient là des amis actifs qui s'empresseraient de les seconder !

Après ces différentes classes de légitimistes vient la foule de ceux qui tiennent au parti, mais qui ne lui appartiennent pas. Ils y touchent, si l'on peut s'exprimer ainsi, par un côté de leurs prétentions, de leurs habitudes, de leurs craintes ou de leurs préjugés, mais ils ont en même temps d'autres tendances complètement opposées. Ce sont, d'abord, quelques membres de la haute bourgeoisie, qui se sont fait légitimistes par air, par fatuité, par des convenances de salon ; ils seraient bien fâchés, au demeurant, que les titres nobiliaires fussent rétablis dans toute leur splendeur. Ce sont, ensuite, quelques idéologues qui ont construit une religion avec le dogme de la légitimité ou du droit divin, quelques poètes qui l'ont chanté, quelques orateurs ou publicistes qui l'ont soutenu de leur éloquence, mais qui, s'ils se trouvaient tout à coup en face de leur idole accompagnée de ses vrais adorateurs, ne se pardonneraient pas leur enthousiasme. Ce sont, en troisième lieu, des caractères lents, des esprits routiniers, lesquels s'étant arrangé une manière d'être, de penser et d'agir, ne savent la modifier qu'après de longs retards. Ce sont, enfin, de bonnes gens, des ecclésiastiques d'un ordre inférieur, des âmes dévotes, des marchands ou rentiers de petite ville, des paysans, auxquels on a fait croire que la religion, l'ordre et le repos ne peuvent subsister que sous le gouvernement de la branche aînée des Bourbons.

Ces honnêtes gens, au fond, ne sont pas légitimistes ; ils verraient avec un extrême déplaisir l'accomplissement des vœux que les vrais légitimistes forment de toute la puissance de leur cœur ; ils ne voudraient ni des jésuites, ni de l'omnipotence royale, ni des prérogatives de la noblesse, ni de tout ce qui constituait l'organisation avant 1789. Mais ils n'ont pas encore eu le temps de se rassurer contre la crainte des passions révolutionnaires ; ils croient voir sans cesse, ou plutôt on leur fait voir avec un zèle qui serait fort louable s'il était plus désintéressé, l'ordre compromis, la religion menacée et persécutée, la guerre toujours imminente avec les grandes puissances de l'Europe ; et on les retient ainsi dans le camp des hommes de l'ancien régime, non par affection, non par sympathie, mais par peur, mais à cause des craintes chimériques dont on ne se lasse pas de les obséder.

Dans cette analyse du parti légitimiste nous n'avons pas cité l'opinion moitié féodale, moitié radicale, qui a tant de fois alimenté les débats de la presse. La raison de notre silence est toute simple : c'est que cette opinion n'existe que dans les colonnes d'un journal. Il n'y a pas un seul légitimiste éclairé, nous disons pas un seul, qui l'adopte sérieusement. Les écrivains même qui ont emprunté ce paradoxe au comte Joseph de Maistre, et qui l'ont considérablement amplifié, n'y croient pas ; nouveaux augures, ils ne peuvent assurément se regarder sans rire. Le moyen, en effet, de concilier ses sympathies pour don Carlos avec la liberté illimitée de la presse et de l'enseignement, son admiration pour l'empereur Nicolas avec le vote universel, et son panégyrique du roi de Hanovre avec le programme quasi-républicain que l'on a récemment publié ? Ce jacobinisme en bonnet blanc, qui mutilé à plaisir l'histoire, les principes, la logique, les plus simples données du sens commun, qui se contredit à chaque phrase, qui tend une main aux despotes et l'autre aux partisans des maximes de 93, est l'une des plus étranges comédies que l'on ait jamais jouées sur des tréteaux politiques. Quelques légitimistes s'en servent, comme d'un moyen propre à cacher leurs secrètes intentions ; d'autres s'y amusent, comme on se plaît à voir des sauts périlleux ; les plus honnêtes s'en indignent, les plus niais s'y trompent ; mais aucun orateur qui se respecte n'a eu ni ne pourrait avoir le courage de refaire ces tours de force à la tribune, et l'on ne s'y arrêterait pas une demi-heure dans les occasions graves. Les acteurs de cette comédie seraient les premiers à en faire bon marché : cela ne leur coûterait qu'une subtilité de plus.

Il n'y a d'opinions réelles dans le parti légitimiste que celles qu'on a indiquées. Là, un dévouement chevaleresque ; ici, des regrets et des prétentions égoïstes ; plus bas, des calculs de places et d'argent ; ailleurs, des préjugés et des habitudes qui n'engagent les convictions qu'à demi ; chez le plus grand nombre enfin de ceux qui se rattachent aux légitimistes, des craintes sur la conservation de l'ordre, l'avenir de la religion et le maintien de la paix européenne. Tout en portant le même nom, ces diverses fractions du parti sont plus séparées entre elles, à beaucoup d'égards, qu'elles ne le sont des autres opinions politiques, et l'on peut aisément déterminer quels sont ceux qui se rapprocheront du gouvernement actuel, pourvu qu'on les y invite par de bonnes raisons.

Il est clair qu'on n'entreprendra pas de persuader les légitimistes de dévouement ; et lors même qu'ils se rangeraient tout d'un coup sous le drapeau de la révolution de juillet, nous ne savons s'il faudrait s'en réjouir ; car l'honneur, qui est aussi une propriété nationale, y perdrait plus peut-être que ce que n'y gagnerait la politique ; laissons au temps le soin de dénouer peu à peu des liens qui ne pourraient être brisés sans ingratitude. On ne changera pas non plus les sentiments de ceux qui regrettent leurs vieux privilèges et qui voudraient les ravoir ; l'égoïsme n'est habituellement vaincu que par un égoïsme plus fort, et ces hommes-là ne se corrigeront qu'après avoir vu qu'ils se privent de tous les avantages du présent par leur obstination à regretter oisivement le passé. Quant aux légitimistes qui continuent de l'être par lenteur de caractère ou paresse d'esprit, la France peut attendre, sans se gêner, qu'ils soient remplacés par leurs enfants. Mais les demi-légitimistes, les légitimistes par peur, se laisseront convaincre par la logique et par l'expérience. Il est facile de leur prouver que l'ordre, la religion, la paix au dehors, le repos au dedans, sont mieux garantis par l'état de choses actuel qu'ils ne le seraient par une contre-révolution. C'est ce que nous montrerons demain.

Chronique.

A cinq heures, LL. MM. sont parties pour Saint-Cloud. Les jeunes princes ont repris aujourd'hui les classes du collège.
— On attend M. de Talleyrand pour mercredi prochain à Paris. L'illustre diplomate vient assister au mariage de la princesse Marie.
— Madame la marquise de Marmier, fille du duc de Choiseul, vient d'être nommée dame du palais, auprès de S. M. la reine.
— Le général Cordova est arrivé à Paris, venant des eaux des Pyrénées.
— M. le baron Desmoussaux de Givré, qui va remplacer temporairement M. de Bourqueney comme premier secrétaire de l'ambassade de France à Londres, a eu l'honneur d'être reçu par le roi en audience particulière.

— Ce qui a été dit hier de la mission confiée à M. de Las Cazes n'était pas exact ; non seulement M. de Las Cazes ne renonce pas à la députation, mais encore il paraît que sa réélection n'est point douteuse à Landernau.

— M. le marquis de Bryas, député de Basas (Gironde), qui vote avec l'opposition, ne se représente pas aux élections ; il a prévenu, par une circulaire, ses commettants de sa résolution.

— On nous écrit de Toulon, 8 octobre :

« Le télégraphe vient de donner l'ordre au préfet maritime d'expédier sans retard l'*Achéron* à Tunis ; immédiatement cet ordre transmis, le bateau à vapeur a chauffé, reçu les dépêches et appareillé. »

— Par arrêté du 3 octobre, M. de Montferrand, inspecteur de l'Académie de Paris, est nommé inspecteur-général adjoint des études.

— Les journaux de Londres assurent que les officiers de marine à demi-solde ont reçu l'ordre de se tenir prêts à partir au premier signal. De grands mouvements ont lieu dans l'administration de l'amirauté.

— La reine d'Angleterre a nommé le major-général Thomas Napier, gouverneur et commandant en chef de la colonie du Cap de Bonne-Espérance.

— On dit qu'il ne sera expédié, lors de la réunion du parlement anglais, aucune affaire autre que celles de la prestation du serment et l'adoption de la liste civile.

— On écrit de Toplitz, 28 septembre : « Un accident déplorable a affligé notre ville hier dans l'après-midi. Mme la comtesse Wanda de Choiseul-Gouffier, née comtesse Niesiotowska, avait voulu faire une promenade à cheval ; mais, comme elle sortait de chez elle, son cheval s'est emporté, a traversé la ville en courant jusqu'à la chaussée de Bilin, près de Kradub, à un quart de lieue de Toplitz : c'est alors que la comtesse est tombée, et elle est restée morte sur le coup. »

— Le rêve des comités électoraux de l'opposition n'a pu se réaliser à Paris ni dans les départements. Ces comités ou n'ont pu avoir que quelques jours d'existence, ou sont composés uniquement de certaines notabilités sans aucune influence dans les localités.

— Trois candidats se présentent, dit-on, pour occuper le siège vacant à l'Académie des Beaux-Arts, par suite de la mort de Lesueur : ce sont MM. Carafa, Onslow et Adolphe Adam.

— Des nouvelles de Saint-Domingue, du 15 août, arrivées aujourd'hui, font mention de deux ouragans qui ont éclaté pendant l'hivernage. Trois bâtiments haïtiens ont échoué sur la côte. On n'a pu sauver qu'un seul homme.

Le conseil-général du département de la Seine a ouvert, avant-hier matin, sa session. Il a nommé M. Aubé président, et M. Vincent secrétaire.

Une fois constitué, le conseil s'est partagé en six commissions : La première pour l'examen des comptes de 1835 ; la 2^e pour les dépenses de la Préfecture de la Seine ; la 3^e pour les dépenses de la Préfecture de police ; la 4^e pour s'occuper des routes départementales et des vœux émis par les arrondissements ruraux ; la 5^e qui statuera sur la répartition des contributions, le contentieux et l'agrandissement du Palais-de-Justice ; la 6^e enfin, dont les travaux auront pour objet l'examen du système pénitentiaire.

Les commissions, s'étant réunies immédiatement après la séance du conseil, ont nommé, savoir :

La commission des comptes de 1835, M. Ferron, président ; M. Preschez, secrétaire.

La commission de la Préfecture de Police, M. Perrier, président ; M. Darblay, secrétaire.

La commission dont le système pénitentiaire appellera l'attention, M. Marcellot, président ; M. Lahure, secrétaire.

Les nominations des autres commissions ont été, jusqu'à nouvel ordre, ajournées.

Algérie. — Bone, 2 octobre. — L'armée s'est mise en marche le 30, sur trois colonnes. Les soldats sont animés du meilleur esprit possible. Le temps s'est mis au beau ; l'armée n'a pas rencontré d'obstacles. Nos éclaireurs ont refoulé des partis arabes qui étaient dissimulés et envoyés pour suivre nos mouvements. Il n'y a pas eu d'attaque sérieuse. Le gros de l'armée d'Achmet se trouvait concentré sous les murs de Constantine ; c'est là qu'on nous attend.

Nous avons franchi le passage dit *le pont de fer*. Ce serait une position inexpugnable si elle était bien défendue, mais on ne nous a opposé que peu de résistance. Nos soldats l'ont abordée avec résolution, l'ennemi s'est retiré après avoir échangé quelques centaines de coups de fusil, et nous nous y sommes maintenus. Nous ne sommes plus qu'à deux petites journées de la ville.

Le général a laissé une garnison suffisante dans les camps pour les mettre à l'abri d'une attaque à l'improviste. On pense que nous avons un parti pour nous à Constantine et que cela pourra contribuer à la prochaine reddition de la place sans beaucoup d'effusion de sang.

Espagne. — On écrit de la frontière, le 3 octobre : « Le prétendant, suivi de près par Espartero, n'a fait que passer à Atienza et au Burgo de Osma ; il est entré dans les Pinares de Soria. »

« En Navarre, les carlistes repoussés de Peralta se sont présentés devant Lodosa ; ils en ont été chassés par Iriarte. La ligne de Valcarlos à Pamplonne n'est pas encore rétablie, quoique les carlistes, après l'avoir coupée, ne s'y soient pas installés. »

« Le 5, deux expéditions maritimes sont sorties de St-Sébastien avec des troupes et de l'artillerie ; on ignore leur destination, mais on croit qu'elles ont pour but l'occupation de Motrico et des autres points de la côte cantabrique qui ont garnison carliste. »

— On écrit de Bilbao qu'une nouvelle contribution forcée de 10,000 piastres a été frappée sur cette ville. Les autorités, imitant l'exemple donné par celles de St-Sébastien, se sont opposées au départ d'un bataillon qui avait ordre de se rendre à Santander.

Saint-Sébastien, 30 septembre. — Il ressort bien clairement aujourd'hui, d'après les difficultés élevées par lord John Hay au brigadier O'Donnell, qui voulait obéir aux ordres qu'il avait reçus de Madrid pour se rendre à Santander avec cinq bataillons, que la nombreuse artillerie qui garnit nos lignes est la propriété du gouvernement anglais, qui refuse de laisser partir cinq bataillons espagnols, afin de ne pas abandonner l'artillerie de la Grande-Bretagne, qui courrait alors risque de tomber au pouvoir des carlistes, les lignes étant dépourvues.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE. — Bayonne, 8 octobre, six heures et demi du matin. — Les courriers de Madrid du 1^{er} et du 2 sont arrivés.

Espartero écrit le 29, de Penacerrada, que Lorenzo étant arrivé le 28 à Aranda, a trouvé cette ville occupée par don Carlos et Zariategui, qui se sont retirés le lendemain sur Gorniel de Izan.

Le 5, 1,200 carlistes ont occupé Ochavia. Les gardes nationaux se sont réfugiés à Larrau, sur notre territoire, pour ne pas rendre leurs armes.

Par suite d'une capitulation conclue le 20, les chefs pédistes, en Portugal, se sont rendus le 24 de Orense à Vigo pour s'y embarquer.

Hanovre, 26 septembre. — Le 25 courant, le directeur de chancellerie, Leist, a présenté au roi un rapport sur le travail dont il avait été chargé. Ce rapport contient à la fois une discussion de droit public, la solution de la question si la constitution est obligatoire ou non pour S. M., et des propositions ayant pour objet de modifier la loi fondamentale. D'après cela, il est probable que le roi ne tardera pas à prendre une résolution.

Prusse. — Berlin, 29 septembre. — Nous avions conçu l'espérance que l'on organiserait avec tant de célérité nos communications par la poste avec Paris, que nous pourrions recevoir dans quatre jours des nouvelles de cette capitale ; mais l'exécution de cette mesure paraît ajournée. Les dif-

facilités à cet égard viennent, non de notre administration, mais de celle de la Belgique, dont les progrès sont loin d'être aussi rapides que ceux de ce pays dans le système des chemins de fer. Toutefois, nous aimons à croire que ces difficultés ne sont pas insurmontables et que le gouvernement belge fera tous ses efforts pour les applanir.

Faits divers:

On lit dans la *Garde nationale* de Marseille: « Un nouveau service de voitures publiques entre Marseille et Paris vient d'être mis en activité depuis le 1^{er} octobre. Les chaises de poste marseillaises réalisent le problème depuis si longtemps cherché de voyager avec économie et célérité; le trajet de Marseille à Paris se fait en trois jours. Construites sur un modèle tout nouveau, ces chaises sont aussi élégantes que solides, et se divisent en deux coupés, où l'on a le double avantage de ne point aller à reculons et de jouir de la vue de la campagne; sur le derrière est un siège pour les domestiques, comme dans les chaises de poste à l'anglaise. Le chargement se fait en-dessous, ce qui offre une nouvelle garantie de solidité. »

— Vendredi dernier un aigle brun, d'environ sept pieds d'envergure, a été abattu d'un coup de fusil à Epervay (Marne). Ce bel oiseau, qui n'a été que légèrement blessé, a été envoyé à Reims, à M. Delru, commissaire-priseur, qui est disposé à l'envoyer à la ménagerie de Paris.

— Les obsèques de Mgr. de Chaffoi, évêque de Nîmes, ont eu lieu vendredi, 6 octobre. Toute la garnison était sous les armes; la garde nationale était représentée au convoi par un certain nombre de citoyens pris dans chaque compagnie.

— Voici de nouveaux détails sur la tentative qui vient d'être faite à Strasbourg sur la poudrière de la rue du Bas-Fort. Les faits sont rapportés dans le procès-verbal adressé au maire de Strasbourg par le commissaire de police. Louis Putz, soldat à la 4^e compagnie du 2^e bataillon du 46^e de ligne, a été placé hier soir, 2 octobre, à neuf heures, seul, en faction devant la poudrière du Bas-Fort, entre la porte de Saverne et celle de Pierres. A dix heures et demie, stationnant à l'angle de la poudrière et regardant vers la porte de Saverne, la sentinelle vit arriver de ce côté quatre ou cinq individus coiffés de casquettes avec visières: trois avaient des habits verts-bleus. Putz leur donna l'âge de vingt-cinq à trente ans; ils parlaient allemand et étaient armés de bâtons.

A une distance de vingt pas environ de la sentinelle celle-ci s'écria: « Qui vive! » On répondit: « Amis! » Le factionnaire s'écria: « On ne passe pas la nuit devant la poudrière; retirez-vous! » D'après l'expression du militaire, ces individus l'auraient plaisanté; ils lui ont dit qu'ils voulaient lui donner 20 fr., qu'il devait les laisser entrer dans la poudrière. Putz a vu dans les mains de l'un d'eux un morceau de fer de la longueur, dit-il, d'un bras à peu près. La sentinelle, sur l'offre qui lui avait été faite, répondit: « Je n'ai que faire de votre argent; retirez-vous. »

Ces hommes rebroussèrent chemin et prirent la direction du faubourg de Saverne. Quelques temps après, la sentinelle fit le tour de la poudrière, et aperçut de nouveau deux des malfaiteurs. Après quelques mots échangés, elle fonda sur l'un d'eux et lui porta un coup de balonnette; une lutte s'engagea, et au même instant deux autres hommes vinrent au secours de leurs camarades. Le factionnaire cria aux armes; les deux postes voisins accoururent, mais les auteurs du forfait avaient escaladé les clôtures des jardins avoisinants.

On n'a pu découvrir encore les traces de ces malfaiteurs.

— Le journal anglais le *Times* raconte sérieusement que le professeur Querspeck vient d'inventer un chemin de fer portatif: au moyen de cette invention, tout employé d'un ministère ou d'une administration pourrait se rendre à son bureau en faisant 65 milles à l'heure; il lui suffirait pour cela d'adapter le véhicule à ses pieds. On a demandé à l'inventeur s'il faudrait une surface plane pour appliquer ce système ingénieux; il a répondu que les voyageurs marcheraient par séries, attachés par le bras.

Tous les matins, de 8 à 10 heures, des séries partent de Camdentown, Istington, Camperwell, Hackney et autres localités où résident les individus que leurs affaires appellent dans la cité. Un niveau serait nécessaire; à cet effet, on pourrait se servir des conduits qui se trouvent sous les rues de la métropole, et qui, étant éclairés par les becs de gaz placés au-dessus d'eux, formeraient une arcade aussi agréable que commode. L'inventeur de ce mode de chemin de fer pense qu'aucun obstacle ne saurait s'opposer à la réalisation de ce vaste projet.

— On compte maintenant dans Londres et sa banlieue 850 voitures dites omnibus: elles font huit voyages par jour avec dix voyageurs par chaque voiture au prix de 9 d. (18 sous) par personne, ce qui donne chaque jour un produit de 2,350 liv. st. ou 31. (75 fr.) par voiture. Sur la route de Paddington à la Banque, 60 omnibus circulent par jour au prix de 6 d. (12 sous). Entre la station dite Angel à Islington et celle dite Elephant and Castle, il y a 17 omnibus; de Blackheath à Charing-Cross, 17 voitures. De la Banque à Edgeware-Road, par Holborn, 53; à Hampstead, 19; à Hackney Clapton, Edmonston et Kingsland, plus de 120.

Le nombre des voitures de place et des cabriolets à Londres s'élevait en 1826 à 1,150 et rendait au gouvernement une somme de 29,392 liv. st. On en comptait 1,200 en 1828, et 2,165 en 1830 donnant un revenu annuel de 39,000 liv. st. Les licences pour voitures de place s'élevaient à 1,797.

— On cite divers exemples de mendians des rues qui sont parvenus à amasser à Londres des fortunes, variant de 40 à 80,000 francs. Dans quelques cas même cette fortune a été beaucoup plus considérable. Il y a quelques années mourut une femme, que pendant 25 ans on avait vue dans le voisinage de Charing-Cross ayant un balai à la main: elle laissa 75,000 fr. dans la confrérie des mendiants; on la surnommait le banquier: elle prêtait aux autres de petites sommes à énorme intérêt; quelquefois même elle avait prêté à des boutiquiers, mais jamais sans réaliser d'immenses bénéfices. Il a été prouvé, par un billet trouvé à son domicile après son décès, qu'elle avait prêté à un boutiquier de Westminster 50 liv. st. pour 3 mois, au monstrueux intérêt de 50 p. 0/0 par an. Un fait non moins curieux, c'est l'immense fortune amassée par un nègre, qui pendant 30 ans avait balayé à Charing-Cross; cet homme avait gagné 200,000 fr. en se livrant à ce travail. Les produits de son balai ont été évalués année commune à 7,500 fr. On a trouvé à son décès les 200,000 fr. dans le réduit misérable où il végétait: cet argent n'était donc pas le fruit de placements à intérêt sur les fonds. Une pauvre femme, qui avait pendant plusieurs années balayé Kent-Road, laissa à sa mort près de 40,000 fr. à un commis de la banque d'Angleterre, parce que cet employé avait l'habitude de lui donner un sou plus fréquemment que tous les autres passants.

— Un différend, qui, nous l'espérons, dit l'*Auxiliaire breton*, n'aura pas de suite regrettable, vient de s'élever entre les maîtres et les ouvriers serruriers à Rennes. Voici, si nous sommes bien informés, à quelle occasion:

L'habitude du travail d'hiver, à compter du 1^{er} octobre, était de commencer à six heures du matin et de se terminer qu'à six heures du soir, en prenant une heure pour déjeuner, une pour dîner, et une demi-heure pour goûter. Les ouvriers, dans l'intention, disent-ils (intention fort louable, au reste), de profiter des leçons ouvertes le soir pour les adultes, ont demandé aux maîtres de ne rester au travail que jusqu'à sept heures du soir, en compensant cette perte d'une heure par la renonciation d'une demi-heure sur le temps du déjeuner et la suppression du goûter. Ceux-ci s'étant refusés à cette concession, les ateliers sont restés déserts.

— Mercredi 11 octobre aura lieu l'inauguration définitive de la nouvelle salle d'hiver des concerts Musard, tous les travaux d'embellissement seront terminés.

EPIDÉMIES. — On comptait à Marseille quatre décès cholériques dans la journée du 4 octobre. A Nice, la mortalité a cessé. L'épidémie décroît totalement à Toulon.

— Le bruit s'était répandu que le choléra avait éclaté à Genève, mais il paraît que la mort subite d'un Anglais, arrivé par une diligence, était la seule cause qui avait fait croire à l'invasion de l'épidémie dans cette ville.

— Quelques morts subites ayant eu lieu la semaine passée dans la commune de Marnay (Saône-et-Loire), de sinistres bruits de choléra circulaient promptement et faisaient naître des inquiétudes; mais on s'est assuré que l'épidémie était tout-à-fait étrangère à ces décès.

— Des nouvelles d'Alexandrie (Egypte), en date du 7 septembre, portent que depuis trente-quatre jours aucun cas de peste n'avait eu lieu dans la ville ni dans le territoire, lorsque le 4 du courant un jeune Européen en fut attaqué dans le centre du quartier des Francs, et la maladie fut si intense qu'il succomba le lendemain. Hier 6, un autre cas a eu lieu en dehors de la ville.

Des nouvelles plus récentes, du 15 septembre, portent que depuis le 7 jusqu'au 12, il n'y avait eu aucun cas de peste.

Rome, 28 septembre. — Tandis que le choléra diminue, les mesures rigoureuses augmentent: l'invasion de ce fléau, malgré les cordons sanitaires et le système d'isolement adopté par nos autorités, n'a pu ôter la persuasion qu'il était contagieux. Aussi, la commission extraordinaire de santé a-t-elle publié avant-hier une notification contenant les mesures énergiques qui devront être adoptées pour isoler la maladie. Ce document est inséré dans le *Diario* d'aujourd'hui.

« L'expérience, dit cette notification, ayant démontré que le moyen le plus sûr, pour faire cesser la maladie et pour empêcher qu'elle se renouvelle, est celui de restreindre et isoler cette maladie dans le périmètre du lieu où elle s'est développée, la commission croit indispensable de rétablir des prescriptions restrictives qui, pendant long-temps, ont sauvé cette ville du développement du choléra asiatique, et qui ont produit son entière extinction. Aussi, à partir de demain, et jusqu'à nouvelle disposition, on adoptera le règlement suivant: »

(Voici les dispositions principales de ce règlement:)

« Chaque nouveau cas de choléra devra être isolé au moyen d'un garde qui surveillera le malade, et d'un infirmier qui le soignera d'après les ordres du médecin de la maison de secours. »

« Il ne sera permis qu'à deux des parents les plus proches du malade de l'assister, pourvu qu'ils s'assoient à la quarantaine prescrite par les règlements sanitaires. »

« Les hôpitaux pour les cholériques sont réduits à trois, l'*Ospizio di S. Gallo*, le couvent de S. Calisto et le couvent de *San Maria del Corso*. »

« Les locaux, les habits et tous les objets qui ont servi aux malades devront être désinfectés. »

« Les médecins et les prêtres même devront s'assujettir aux fumigations et aux mesures de désinfection: les curés, lorsqu'ils porteront le viatique, seront seuls exceptés de cette prescription. »

« Les porte-morts resteront constamment enfermés dans un lieu d'observation. »

« Les voitures qui servent à transporter les cadavres seront tenues entièrement à l'écart, et enfermées pendant la journée. Pendant qu'ils attelleront et déletteront leurs chevaux, les conducteurs ne devront avoir de contact avec personne, surtout avec les porte-morts. »

« Les carabiniers chargés de surveiller les convois et les inhumations devront veiller à ce que toutes ces dispositions soient ponctuellement exécutées. »

Variétés.

DU DUEL DANS SES RAPPORTS AVEC L'HISTOIRE, AVEC LA PHILOSOPHIE SOCIALE, AVEC LA LÉGISLATION FRANÇAISE ANCIENNE ET MODERNE (1).

(VI^e et dernier article.)

Rapports du duel et de la législation française actuelle.

— Les assemblées nationales, qui pouvaient tant de choses et qui en firent tant, ne firent rien pour le duel. Ce qui le prouve, c'est qu'on a dû songer à cette transfusion clandestine d'une législation dans une autre, pour donner au silence de ces assemblées une sorte de sens verbal. On s'est dit à peu près ceci: Il fallait absolument une loi sur cette matière, donc il y en a eu. J'aurais cru plus vrai qu'on eût dit: La prodigalité des lois sur cette matière n'avait rien produit, donc ce remède était mauvais. S'il est des cas où le législateur est sage parce qu'il agit, il en est d'autres où il faut le réputer tel parce qu'il s'abstient. Lorsqu'un mal a été traité à contresens, un bon médecin s'arrête, il étudie de nouveau la maladie, il devient expectant; quand surtout il peut espérer quelque bien, soit du temps, soit de la constitution du malade: c'est cela qu'ont fait nos législateurs politiques. Je ne doute pas qu'ils ne l'eussent fait par raison; mais je crois qu'ils le firent un peu par système; car on sait combien la philosophie du dix-huitième siècle influa sur nos assemblées nationales, et cette philosophie excluait tout d'une voix l'emploi des lois répressives dans les choses d'opinion. Les deux idoles des trois premières assemblées, Montesquieu, Rousseau, étaient surtout formels sur ce point. On explique mal l'esprit de ces assemblées en leur attribuant qu'elles croyaient, à leur début, l'état de la société changé; cela pouvait être vrai des lois, mais cela était complètement faux quant aux mœurs, qui ne changèrent pas, par exemple, dans les douze heures qui formèrent la nuit du 4 août. Les mœurs avaient si peu changé, quant au duel, que M. de Marcellus, député de la noblesse, le même qu'on a vu recevoir, en plein théâtre, un affront ignoble, ne put siéger avec les pairs qu'après qu'il eut vengé cet outrage. Le décret d'amnistie d'un temps voisin prouverait officiellement, s'il le fallait, l'état des choses. Mais qui l'ignore? Il vaut donc mieux dire qu'on espérait que des mœurs nouvelles jailliraient avec le temps d'institutions toutes neuves, et c'est parce qu'on compta sur le temps et l'institution qu'on ne crut pas qu'il fallait rien donner au moment et à la répression.

Selon nous, l'explication tirée sur ce point de quelques notes de M. Lanjuinais, est en opposition directe avec les faits; tandis que la nôtre marche du même pied que l'histoire, et la suit en quelque façon pas à pas. C'est, je l'affirme, parce que le temps et les institutions ont semblé depuis lors le grand remède, que depuis lors, chaque fois qu'on les a sommés de parler, les grands corps législatifs ne l'ont pas fait. Je me trompe, c'est pour cela, pour cela seul, 1^o qu'ils ont exprimé nettement qu'il n'y avait pas de lois sur le duel; qu'ils se sont tus par une sorte de pudeur qui ne leur permettait pas d'avouer en même temps le mal et leur impuissance; 2^o qu'ils ont parlé de nouveau pour nier l'existence de la loi; 3^o qu'ils se sont tus encore, après l'élaboration d'une loi morte en projet; 4^o qu'ils se sont tus plus tard, quand, remaniant la législation pénale, ils n'ont osé toucher le duel, ni du texte, ni du commentaire.

Rien n'est plus connu dans l'histoire de l'assemblée constituante que les duels parlementaires de ce temps; celui de M. de Castries et de Charles de Lameth eut tant d'éclat qu'il fit une émeute. Ce qui se passa dans l'assemblée à ce sujet (13 novembre 1790) est digne de beaucoup d'attention. Durant Mailbanc dit: « qu'il s'agit d'un duel » dont personne n'ignore les circonstances (par opposition à ce qu'on appelait encore alors les cas suspects de duel); qu'il demande qu'on emploie toute la rigueur des lois existantes contre ceux qui provoquent en duel les membres de l'assemblée nationale. « Nous voyons déjà que l'assemblée se croyait encore sous la législation des édits, et qu'on n'y apercevait pas l'exclusion de quelque classe. Un orateur du bataillon de la section de Bonne-Nouvelle opina pour que quiconque provoque un membre de l'assemblée constituante soit déclaré criminel de lèse-nation. (Ici reparait encore cette lèse-majesté qu'on trouvait dans les vieux édits.) Barnave vint que l'on punisse les injures, parce qu'alors, dit-il, on cessera d'en faire. (Autre souvenir des anciens édits qui s'étaient occupés avec soin de toutes espèces d'injures.) Il faut, selon Barnave, que la loi reprenne toute sa vigueur. (Ce qu'il faut entendre d'une loi qui a existé, mais trop négligée, ce qui nous ramène aux édits.) M. de Virieu demande qu'on ensevelisse dans l'oubli tout ce qui s'est passé. (Ce qui nous met déjà sur la voie d'une amnistie ultérieure.) Enfin, conformément aux vieilles traditions des tribunaux d'honneur, M. Roy s'engage, envers l'assemblée qui lui en fait un devoir, à garder les arrêts à l'abbaye pour quelques outrages. Ce recours aux anciens édits n'était pourtant pas tel, que quelques esprits n'aimassent encore mieux une loi nouvelle.

(1) Voir la *Presse* des 22, 24 et 27 septembre.

A l'intitulé du deuxième article sur le même sujet, était attachée, dans le manuscrit, une note de l'auteur qui a été omise, et que nous nous empressons de rétablir: — « Rien n'est plus étrange à nos sentiments qu'une critique politique quelconque du gouvernement et des lois dans le sens personnel et mesquin qu'on attache communément à ce mot. Nous critiquons l'état social philosophiquement, et avec cette loyauté métaphysique qui n'en veut qu'aux choses, nullement aux personnes. Nous n'écrivons que dans l'intérêt de la perfection graduelle de la société, dont la cause, chez nous du moins, nous paraît placée en d'excellentes mains; de même, si nous mêlons des noms propres à nos considérations, c'est par la nécessité du sujet et sans la moindre pensée de blâme pour quelqu'un. Les notabilités vivantes que nous citons ne sont pour nous que des êtres moraux représentant cet être abstrait, le gouvernement, dans le rôle quelquefois contradictoire que la fausse position dont je me plains les force à remplir. »

(Note de l'auteur.)

La municipalité de Paris, alarmée de la fureur des duels, envoya Bailly à l'assemblée, lequel, suivi d'une députation, vint (13 novembre 1790) la supplier « de rendre le plus promptement possible, contre les duels, une loi qui rappelle les citoyens aux règles de la morale, et les prévenisse à jamais contre les suggestions d'un sentiment incompatible avec le caractère d'un peuple libre et bienfaisant. » L'assemblée, qui sentait bien, sans trop se l'expliquer, que la vieille législation sur le duel n'était presque plus exécutable, ne lui redonnait vie que très-mollement. Son embarras perça deux jours après la démarche de la municipalité, quand le *Moniteur*, organe du gouvernement, répond pour lui « que le duel, préjugé barbare, ne méritait que la honte et le ridicule de l'opinion. » Le gouvernement d'alors vivait donc, moitié de l'ancienne législation sur le duel chaque jour plus impossible, moitié de ses espérances de régénération. Il y a un abîme entre cela et le système qu'on lui a prêté. Merlin, qui avait assisté à toute la refonte des lois, n'imaginait pas ce système, et il dit tout simplement dans son répertoire, que la législation de 91 se tut sur le duel.

On va voir comment les assemblées qui suivirent persévérèrent dans le genre d'idées adopté par la constituante. On va voir ce qu'il faut penser de certaines contradictions qui ne semblent telles que parce qu'on ne suit pas assez rigoureusement la filiation des faits. Nous avons dit 1^o que les duels parlementaires et autres avaient mis en ruine tout Paris; 2^o que l'assemblée constituante y pourvoyait moitié par les vieux édits, moitié par sa tribune et le *Moniteur*. Eh bien! beaucoup de poursuites furent faites, beaucoup de procédures du vieux styles furent entamées, et c'est sur cela qu'intervint, en 92, le décret suivant d'amnistie: « Art. 1^{er}. Tous procès et jugemens contre des citoyens, depuis le 14 juillet 1789, sous prétexte de provocation au duel, sont éteints et abolis. — Art. 2. (Ordres pour l'exécution.) » Remarquons ces mots: Pour provocation au duel. Je demande quelle disposition de la loi commune, quel article du code de 91 punissait cette provocation? Qu'on cherche dans la série d'articles qu'en cite M. Dupin un mot qui punisse une provocation pareille? Dirait-on, en forçant les termes, que provoquer le duel était provoquer le meurtre? mais on oublierait que, suivant la nouvelle doctrine, le code de 91, ainsi que le nôtre, n'a réprimé que des résultats matériels. Non; la provocation absoute par l'amnistie, c'était la provocation punie par les vieux édits. C'est l'application de ces vieux édits que le décret suppose, et nullement cette législation virtuelle que Merlin lui-même n'avait pas su voir.

Aussi quand, en l'an II, la convention eut à s'expliquer sur le duel, elle tint le langage que tous les précédents lui dictaient; elle avait pu jeter les yeux autour d'elle; elle avait pu réfléchir sur les conséquences des premières destructions sociales; elle avait une commission du recensement des lois; le temps lui avait appris toute la portée des œuvres de la constituante, trop occupée à détruire pour pouvoir méditer sur sa destruction; la convention avait vu que la vieille législation des édits était impossible, et en même temps que rien ne l'avait remplacée. Elle résout donc, comme on l'a dit, la question disciplinaire qui lui est soumise; mais elle fait plus: « elle renvoie à la commission du recensement et de la rédaction complète des lois; pour examiner les moyens d'empêcher les duels et la peine à infliger à ceux qui s'en rendraient coupables, ou les provoqueraient. » On n'avait donc pas une loi qui empêchât les duels, puisqu'on cherchait un moyen de les empêcher; ils n'étaient l'objet d'aucune peine, puisqu'on cherchait la peine à leur infliger; il fallait donc, sur ce point, compléter les lois, puisqu'on renvoyait l'incident à la commission de la rédaction complète des lois; il n'y avait donc ni coupables, ni provocateurs légaux pour faits de duel, puisque la peine à leur appliquer n'était qu'un futur contingent. Aussi le législateur défend-il que ce décret soit imprimé. Pourquoi? C'est qu'il veut qu'on sache le moins possible qu'il y a désordre social et impunité. Nos explications sont naturelles, simples, nous prenons les choses par leur joint; il nous suffit de narrer pour prouver; c'est là le symptôme le plus certain qu'on est dans le vrai.

Je traverse la législation de brumaire an IV, qui n'innove rien, pour arriver au code de 1810 qui fait notre loi.

Le code de 1810 est encore moins exprès sur le duel que toute autre législation antérieure. A défaut de clarté dans le texte, il faut nécessairement recourir au commentaire; et c'est pourquoi M. Dupin cite le rapport de M. de Monseignat au corps législatif, comme étant le commentaire le plus officiel, le plus légal auquel on puisse s'attacher. C'est déjà un mal que, pour donner à ce rapport quelque valeur, il faille employer le secours de la science; il faudrait que l'autorité de l'interprète fût aussi peu contestée que la loi même. Car, cela n'étant pas, il faut 1^o élever l'opinion d'un homme à la hauteur de l'opinion d'une commission, 2^o l'opinion de la commission d'un corps à l'opinion du corps tout entier, 3^o l'opinion d'un des deux corps législatifs au niveau de la loi même, après avoir fait concorder, par l'argument, les opinions de chacun des deux corps entre elles. Quel échafaudage! Ne puis-je comprendre une loi criminelle, ne puis-je du moins connaître une de ses défenses sans livrer au texte et au commentaire une série d'assauts, sans enlever tous les retranchements de la controverse à la pointe de l'argument, si j'ose le dire?

Tout en admettant que le rapport cité soit l'organe, soit la vive voix de la commission du corps législatif, nous ne lui donnerons pas plus de portée qu'à la voix même de la commission tout entière. Eh bien! que put dire la commission? La commission du corps législatif, nous dit-on, interprétait la loi. Entendons-nous: il y a une interprétation philosophique et d'intention générale, laquelle est le plus spécialement dévolue aux commissions législatives; il y a aussi une interprétation d'intention particulière sur telle partie ambiguë de la loi, laquelle naît du rapport des commissions, quand elles parlent, mais bien plus de la discussion du point contentieux, quand elle a lieu. Il y a surtout l'interprétation d'un projet de loi pour en préparer le vote, qu'il ne faut pas confondre avec l'interprétation de la loi même, quand elle est votée. Notre esprit a besoin de se bien fixer là-dessus, pour savoir jusqu'à quel point une interprétation philosophique peut devenir légale, et jusqu'à quel point le vote d'une loi non discutée peut consacrer le sens spécial donné dans l'exposé du projet à telle partie de la loi.

M. de Monseignat, considéré comme organe de la commission du corps législatif, n'exprima pourtant que l'opinion d'une petite portion du corps lui-même; il l'exprima au milieu de beaucoup d'autres idées plus prédominantes que le duel; l'ensemble de son discours eut plutôt un sens philosophique qu'un sens légal. Si son rapport n'eût eu qu'un objet, si le projet de loi dont il se rendait l'interprète n'eût eu qu'un seul article, et si le rapporteur eût dit que cet article punissait le duel, le vote direct d'un tel article aurait eu un sens expressif. Nous resterions cependant dans les présomptions; la certitude serait autre part. La certitude aurait lieu si chaque membre du corps législatif, pouvant opiner, avait parlé dans le sens du rapport, ou, pouvant parler, s'était tu; car, d'une part, ce silence, de l'autre, le vote, eussent eu alors un sens complet. Mais les corps législatifs ne délibéraient pas, en 1810, comme ils le font aujourd'hui. Un projet de loi était proposé dans son ensemble, quelques orateurs officiels entretenaient l'assemblée de cet ensemble, et c'était surtout le projet en bloc que l'on votait. Le rapporteur du sénatus-consulte de 1807, qui règle les attributions du corps législatif, disait: « Le gouvernement a l'initiative des lois; les

«projets qu'il présente ne peuvent pas même être modifiés par le corps législatif; il faut que celui-ci les adopte ou les rejette en entier.» Le rapporteur donne de ce procédé des motifs qu'il trouve excellents, mais qui n'obtiendraient guère aujourd'hui la même faveur. Ce sont ces scrutins d'ensemble, quand ils sont les seuls, qui couvrent autant de pièges que de lois; qui, du moins, ne permettent pas d'extraire des lois l'alliage qui les corrompt. C'est pourquoi on ne conclura rien d'un vote d'ensemble pour l'acceptation spéciale de tel article dont le votant n'a pu s'occuper; on ne conclura rien du vote d'un texte qui n'implique nullement certain sens, pour ce sens prétendu qu'un rapporteur seul y met; car si le texte convient tel qu'il est, on l'accepte, et, comme un rapporteur n'est pas infallible et que son discours n'est pas loi, après l'avoir laissé se tromper sans conséquence, on vote la loi. La dernière expression de notre argumentation est donc: Etant donné que M. de Monseigneur fut la voix de la commission du corps législatif sur le duel, que la voix de la commission fut celle du corps législatif en masse, et arguant du vote du texte pour remonter au sens du rapport, on ne voit aucune conséquence irréfragable à tirer de l'un à l'autre: 1° parce que, quant au duel, le sens du rapport était particulier, et que le sens du vote qui s'y référait était général; 2° que, pour diviser l'objet d'un tel vote, il eût fallu pouvoir diviser l'objet du scrutin; 3° que le sens du texte et le sens du rapport n'ayant rien de commun, voter l'un n'impliquait nécessairement rien pour l'autre.

Après tout, d'ailleurs, le corps législatif n'avait qu'un des trois votes qui faisaient la loi. Quelle fut la pensée du conseil-d'état, de ce corps qui touchait de plus près au souverain, c'est-à-dire au seul législateur? Si le conseil-d'état eût parlé comme on veut que l'ait fait le corps législatif, ce qu'on a dit de celui-ci s'appliquerait de même à l'autre. Mais chargé d'expliquer la loi, il s'est tu; le conseil-d'état s'est tu, malgré son devoir de parler; il s'est tu devant le doute, quand il était chargé de lever le doute, et le mot de M. Treilhard n'excuse rien; car que serait-ce si, représentant la double assemblée, le législateur personnelisé, Platon ou tel autre, professait en même temps sur le duel des pensées contraires: s'il disait avec M. de Monseigneur qu'il faut en parler pour qu'il soit crime; s'il disait avec M. Treilhard que pour qu'il soit crime il n'en faut rien dire; s'il disait comme celui-ci qu'il ne faut pas lui faire l'honneur de le nommer, et comme celui-là qu'il faut se faire un honneur de le punir, de telle sorte que la même loi punit comme crime ce dont elle n'aurait pas daigné faire un crime? Certes, les réflexions ne nous manqueraient pas sur ce point. Oh en serions-nous; si la loi criminelle était double? s'il y avait un dessus et un dessous, si je puis le dire; si le texte était d'un côté, l'esprit de l'autre; s'il y avait une lettre et une contre-lettre; si cette loi se taisait en punissant, et si elle punissait en se taisant? si elle éclatait tout-à-coup comme une machine de guerre que la sape aurait placée sous nos pas? Non; que la loi criminelle parle, qu'elle parle haut, qu'elle crie, s'il le faut, on ne l'aura jamais trop entendue.

Toutes les législations de l'Europe ont un code pour le duel; elles ont privilégié ce crime comme nos anciens rois; elles n'ont pas craint les spécialités pour un délit éminemment spécial; elle n'ont pas craint qu'il en parût noble, car on le jugeait noble bien avant elles. Le législateur, en Danemark, en Prusse, en Italie, en Autriche, en Russie, en Amérique, en Sicile, n'a ni méconnu son passé comme M. de Monseigneur, ni dédaigné son présent comme M. Treilhard.

Au surplus, ni Merlin, ni le grand criminaliste Carnot, ni aucun criminaliste de quelque poids, car l'opinion nouvelle n'en cite aucun, n'a cru que le duel fût prévu par le code de 1810. Tous se prononcent on ne saurait plus nettement en sens contraire. «Le Code pénal du 25 septembre 1791, dit Merlin (1), est muet sur le duel, et il résulte assez clairement de son silence (il n'entend pas le silence comme M. Treilhard) que le duel ne doit plus être considéré comme un délit que les tribunaux puissent poursuivre.» Merlin trouvait le code de 1791 silencieux, et pourtant quelle différence d'expression avec le nôtre! Le premier portait au moins quelques mots sur lesquels on pouvait controvertir; il punissait l'homicide par quelques moyens que ce soit, mais assez peu féodaux, ce semble, pour qu'en faveur de la clarté nous eussions pu les garder; mais point. La loi, silencieuse en 1791, deviendrait plus claire à mesure qu'elle s'explique moins; cela se peut-il? Merlin n'est pas de cet avis, il dit: «Le code pénal de 1810 est également muet sur le duel», et cependant Merlin aussi était du conseil-d'état, et il en était la lumière suivant l'empereur. M. le procureur-général Mourre partageait officiellement l'opinion professée par Merlin.

«Notre question ne fut pas soulevée sous l'empire», dit M. Dupin; ce n'est pas cependant que l'occasion n'en fût belle. Quand M. de Mareuil et le général Excellmans se battirent contre l'ambassade russe à Naples, que leur fit-on? est-ce qu'un ambassadeur ou son secrétaire d'ambassade pourraient impunément assassiner? est-ce qu'ils pourraient impunément tenter d'assassiner? Si le duel suivant le code en vigueur est assassinat ou tentative de crime, pourquoi ne poursuivait-on pas l'ambassadeur dont la qualité fait que la patrie soit sa personne? pourquoi du moins ne le rappela-t-on pas? pourquoi du moins ne fut-il pas l'objet d'un blâme? Le résultat était tel qu'on le veut pour qu'il y eût crime; non-seulement M. de Mareuil blessa son adversaire, mais le général Excellmans traversa le corps au sien... Allons plus avant; si le duel était un assassinat dès 91, s'il l'était encore après 1810; il l'était aux camps comme à la ville. Quel est le conseil de guerre qui punit cet assassinat? que fit l'empereur au jeune officier (2) qui tua presque entre ses bras à Burgos un officier de sa suite? que fit-il à cent autres que chacun peut citer? que firent les magistrats en 1816 contre les assassins de l'empire dont la prescription certes ne couvrait pas tous les auteurs? que firent-ils au milieu des duels qui pullulèrent avec l'invasion? comment les magistrats sommeillèrent-ils du même sommeil que la loi au milieu de citoyens assassinés? S'ils restèrent silencieux, c'est que la loi était silencieuse; s'ils n'élevèrent pas leur voix, c'est que la loi non plus n'avait pas daigné parler. La loi était muette, disait le procureur-général Merlin, dirent depuis presque toutes les cours du royaume et avec elles le tribunal régulateur. La chambre des pairs elle-même le dit formellement en 1817, quand, par ordre du prince de Poix son supérieur, le comte St-Moris, lieutenant des gardes-du-corps, s'étant fait tuer en duel par le colonel Dufay, la veuve de cet officier rendit plainte à la chambre contre le premier auteur de la mort de son mari. La plainte qu'adressait Mme de St-Moris fut rejetée. On sait qu'en 1829, la même chambre élabora un projet de loi sur le duel, dont elle niait par ce seul fait la criminalité légale. Enfin, comme si le législateur s'était fait une loi de son silence, explicable s'il se défie du remède, mais inqualifiable autrement, au milieu de la recrudescence des cartels en 1832, quand il remanie son code, c'est presque la seule lacune qui ne l'occupe pas. Et cependant on proclame aujourd'hui qu'il y a une loi! Plutarque dirait là-dessus qu'il vaut mieux se passer de lois que d'en imaginer de coupables; et certes une loi qui paraît restée on ne sait où pendant tant de crimes devrait éprouver quelque embarras à se reproduire. Après avoir laissé couler tant de sang, lui siérait-il d'en venir redemander?

En parlant ainsi, nous l'avouons, nous prenons la loi au sérieux;

nous la prenons dans son sens rigide; dans celui qui veut que le duel soit un assassinat. Les tribunaux portent leur examen sur ce point, nous allons nous en occuper comme eux. Nous dirons d'abord que si le duel est un assassinat, c'est un crime; et que si ce crime n'est pas spécial et d'un ordre à part, la tentative de ce crime, comme de tout autre, est crime. Ces deux assertions sont basées sur l'art. 296 et sur l'art. 2 du Code pénal. Cela étant, dispenser la tentative du duel de toute répression (1), c'est nier une de ces deux choses: ou bien, que le duel soit crime, quoiqu'on le qualifie d'assassinat; ou bien, qu'il y ait un art. 2 dans le Code pénal qui punisse la tentative du crime contre le crime même. C'est, d'autre part, raisonner du droit commun pour démontrer la criminalité du duel, et tout à la fois lui donner des effets qui en font un crime spécial, si spécial même qu'il ne le fut jamais autant. C'est encore, par l'instruction ministérielle de M. Fleurygeon, abolir un texte de loi, comme à l'aide du rapport de M. de Monseigneur on en crée un; c'est, après avoir fait parler la loi quand elle se tait, la mettre en outre dans la nécessité de se taire quand elle parle.

Ce n'est pas tout, la question de complicité reproduit toutes ces anomalies, et l'article 62 du Code pénal a le même sort que l'article 2. Cependant, abuser de son autorité pour faire commettre un crime, qui oserait nier que ce ne soit un crime? Si M. de Saint-Moris eût tué M. Dufay, qui était responsable de ce sang plus que le prince de Poix? Comment la loi répudierait-elle son propre texte pour être partielle? Pourquoi prendrait-elle un pouvoir qu'elle n'a pas, et refuserait-elle d'employer celui qu'elle aurait? Pourquoi cette envie d'être en même temps plus et moins que soi? Pourquoi nous, ses commentateurs, voudrions-nous qu'elle existât là où elle n'est pas, à condition de déclarer qu'elle n'est pas où elle existe? Quand un système judiciaire nous amène là, n'est-il pas mauvais; ne renverse-t-il pas toutes les idées reçues; n'est-il pas au-dessus ou en dehors de tous les principes?

Assassiner c'est tuer en trahison; donc celui qui tue son adversaire en duel n'assassine pas, s'il tue loyalement, c'est-à-dire selon les lois du duel. Ces lois sont sages; quoique la chose à laquelle elles doivent s'appliquer le soit fort peu; et même elles sont dictées la plupart du temps par des hommes sages. Si certaines cours s'en fussent mieux pénétrées, elles n'eussent pas commis à leur sujet d'étranges erreurs. L'assassinat et le duel diffèrent de mille manières, ils diffèrent par les circonstances de l'acte, par l'intention des combattants, par leur but, par la concurrence de leurs volontés, par l'égalité de leurs périls, par des conventions consenties et observées, etc., etc. Je m'arrête à ce petit nombre de divergences qui sont radicales.

Nous disons que l'assassinat est une trahison, et ce n'est point là un vain mot; car si la trahison a ses charges, elle a son profit. Avant et pendant le crime, elle en prépare le succès; pendant et après le crime, elle en ménage l'impunité. Elle met toutes les chances de mort d'un côté, rien de l'autre. Dans le duel, si je tourne mon arme contre mon adversaire, je ne tourne pas moins la sienne contre moi: la mort ou les blessures ne sont pas plus pour lui que pour moi; voilà les différences de l'acte. C'est à cause du bénéfice de la trahison que les assassins ne s'exposent jamais au duel, et c'est à cause de l'infamie de la trahison que les gens d'honneur ne s'abaissent jamais à l'assassinat.

L'intention du duelliste et celle de l'assassin n'ont rien de commun. Celui-ci veut du sang, veut une vie, et généralement est mu par des motifs bas. Celui-là, presque jamais n'en veut à la vie, ni ne veut du sang, ni n'en veut à son adversaire, et il est poussé dans ce combat par tout ce que le monde appelle l'honneur. Je me rends sur le terrain pour que personne ne puisse supposer que je n'ai pas osé m'y rendre; mon but est bien moins de tuer que de ne pas paraître indigne de vivre. C'est une épreuve de l'honneur qu'on veut que je fasse sur moi; eh bien! je suis homme d'honneur, je sais voir la mort, et la pointe d'une épée ne me fait pas trembler! mon affaire n'est pas que mon adversaire vienne sur le pré, mais que l'on m'y voie; et combien d'hommes ne désirent-ils pas en secret que cela suffise! Les idées de vengeance, en général, sont si secondaires dans le duel, que, tel qui blesse son adversaire jette son arme avec désespoir et frémit d'avoir pu le tuer. Lisez les relations des duels de M. Fierrebrou et de M. de Saint-Aulaire, de M. de Bricqueville et de M. de Dalmatie, de M. de Girardin et de M. Armand Carrel, et dites si la courtoisie, si les égards dans l'action, si les tristesses les plus généreuses après le résultat n'ont pas justifié nos assertions? Dans le duel à mort même, l'homme blessé qui ne peut plus combattre n'est pas achevé; on lui donne le temps de guérir, de se venger, et de revenir mourir ou tuer sur place. Méconnaître l'atténuation des intentions dans le duel, c'est fermer les yeux aux faits. Ne s'attacher qu'au résultat, c'est accepter le crime des mains du hasard, c'est oublier la maxime que l'intention fait le crime, c'est, de même qu'on épargne dans la tentative une intention qu'on juge coupable, punir avec excès, dans le résultat, une intention souvent innocente.

Le duel et l'assassinat diffèrent par la concurrence des volontés. Vous pouvez refuser le péril d'un duel, mais que vous servirait de ne vouloir pas être assassiné? Si le duel compromet votre vie, vous l'aurez voulu; mais si un assassin vous l'arrache, loin de l'autoriser, vous n'aurez même pu le fuir.

On réprouve les conventions en matière de duel, quoique ce ne soient pas les conventions qu'il faille blâmer, mais ce qui les rend nécessaires. Ces conventions, nous dit-on, sont nulles, parce que la cause en est illicite et que l'ordre public en souffre. Nous ne contesterons pas le principe, mais l'application. Quand le duel est accompli, quand il se présente à juger, l'obligation est éteinte, car il y a eu paiement; il ne faut pas perdre cela de vue. Il ne s'agit plus de forcer un homme à se battre en vertu de son contrat, il s'agit de savoir si le paiement fait est valable, si les parties sont quittes, et s'il n'y a pas une restitution à faire à quelqu'un. Nous ne comprendrions pas, sur ce point, le droit d'un combattant contre l'autre. Mais, la société!... dira-t-on. Eh! mon Dieu! la société n'est-elle point partie au contrat? la société, oui ou non, ne l'a-t-elle pas mis en usage? la société, comme personne privée, ne l'a-t-elle pas voulu? la société, comme gouvernement, ne l'a-t-elle pas toujours toléré? La société rétracte-t-elle ses maximes dès que je les ai suivies, et serais-je criminel pour mes actes quand elle ne le serait pas pour ses conseils? Mais nos femmes, mais nos enfants, mais un père!... Mais, dirai-je à mon tour, sans rappeler même leur complicité, n'est-ce pas pour eux tous que nous nous battons? Et s'il est des cas où l'offense se pardonne, est-ce donc quand une femme, une fille, un père sont outragés? Et ce contrat, dicté par l'honneur, n'est-ce pas le leur qui le dicte autant que le mien? Que ne puis-je oublier que la duchesse de Shrewsbury tint les rênes du cheval de son amant, tandis que celui-ci tuait son mari en duel! que la duchesse de Longueville.... Mais non, ces exemples leur font horreur comme à moi. Reprenons notre argument. Une obligation naturelle acquittée est bien payée même dans l'ordre civil. Grotius, sans que Barbeyrac en murmure, dit, qu'en droit naturel, on peut tuer quelqu'un pour un soufflet. Je dis beaucoup moins; je dis qu'en droit naturel un soufflet peut motiver la convention d'un duel, et bien qu'on ne puisse forcer son homme à se battre, dès qu'il s'est battu la convention est

remplie. Or, de même qu'une dette de jeu acquittée ne donne pas lieu à restitution, de même que certains marchés peu honnêtes, dès qu'il y a eu exécution, mettent à l'abri d'un recours (1); de même, le duel accompli est chose acquise, et la convention qui l'a précédé n'ayant plus à revivre, on n'a plus à la quereller.

Quant à la nécessité de la défense personnelle, elle n'a pas lieu sans doute, si on ne l'entend strictement que d'une nécessité matérielle. Mais si on l'entend aussi d'une nécessité morale, la contraire seul est vrai. Quand le combat est indispensable selon la loi de l'honneur, la défense est tellement autorisée par la loi naturelle, qu'il n'est pas possible qu'elle ne soit pas légitimée par la loi écrite. «L'action qui a produit un de ces deux maux (la mort ou des blessures), dit Filangieri, n'a pas été entièrement libre, parce que l'offense a été pour ainsi dire forcée par l'opinion de recourir au duel.» C'est ce que nous avons dit plus haut. «Si l'offenseur a été tué, dit une vieille loi suédoise, que sa mort soit imputée à sa témérité, la pétulance de sa langue lui aura été fatale.» (*Lex respicienda apud Stiernock*). La fameuse introduction au code pénal russe, sous Catherine II, reproduit mot pour mot cette loi suédoise. Il y a donc des nécessités d'un ordre moral dont le philosophe et les lois que nous citons tiennent compte, et c'est parce que notre code n'en tient pas compte, qu'il ne nous paraît pas régir le duel.

La conséquence de tout ceci, c'est qu'il n'y a qu'un faux point de contact entre l'assassinat et le duel. Pour une seule ressemblance, le sang versé, il y a vingt différences plus effectives qu'on vient de noter. Ainsi donc la seule analogie entre eux serait fautive, et souvenons-nous que l'analogie ne suffit pas en droit criminel, il faut l'identité. Par conséquent point de lois, point de lois sur le duel dans notre Code. Y en eût-il, le non usage (2), il y a plus, un usage toujours contraire les eût abrogées.

Abordons nos dernières considérations. Quel est l'effet de la jurisprudence en matière criminelle? dans quelle situation nous place le nouvel arrêt? Si la législation anglaise punit le duel par le droit commun, du moins elle s'en explique. Cela est immense; car il suffit de savoir lire pour connaître alors la loi; les docteurs anglais eux-mêmes n'en savent pas plus là-dessus que le peuple. Mais une loi par jurisprudence, par argumentation, par une polémique qui divise les plus doctes, les cours, les plus grands corps de l'état, qu'est-ce qu'une telle loi? qui peut se flatter de la connaître? et qui ne la connaît pas comment peut-il obéir? Pour qu'il y ait bonne foi dans l'obéissance, il faut qu'il y ait bonne foi dans la loi, et qui dit bonne foi dans la loi, dit simplicité. Cette simplicité est une perfection pour la loi civile, c'est une nécessité pour la loi criminelle. L'obéissance de chaque jour ne doit pas avoir à se régler sur les discussions des docteurs; quand il s'agit de crime, de peine de mort surtout, la subtilité de la règle est contraire à l'humanité.

Que nous apprend d'ailleurs le nouvel arrêt? qu'il y a une loi sur le duel? Non; mais qu'il y a une doute au sujet de cette loi. En effet, toute la jurisprudence passée n'est-elle plus là? N'y pourrait-on revenir? Serait-ce la première fois que la cour de cassation aurait fait deux retours sur elle-même? Est-ce qu'un seul arrêt fait jurisprudence? Est-ce qu'on n'a pu savoir qu'en 1837 ce qui voulaient les hommes de 91 et de 1810? Est-ce que nous le saurions mieux que ces hommes qui, législateurs devenus juges, et passant des corps législatifs aux grands tribunaux, ont toujours agi comme juges; ainsi qu'il est prouvé qu'ils pensèrent comme législateurs? Est-ce quand nous perdons les Merlin, les Faure, et tant d'autres créateurs ou contemporains de notre code, que la pensée qui les dirigea sera mieux comprise? Sont-ce les jeunes conseillers de la cour de cassation qui connaîtront mieux que leurs anciens les choses anciennes; et ne saurons-nous nous-mêmes que dans un demi-siècle ce que les lois que nous faisons interdisent? En vérité, il y aurait trop de paradoxe dans une semblable doctrine.

Avec le système des arrêts en matière de duel nous aurions deux choses: 1° dans le texte de la loi, une prohibition du duel par réticence; 2° dans la combinaison des arrêts rendus, une peine de mort par induction. Ce n'est pas tout; un arrêt ne fait pas la loi, il la déclare; tout arrêt remonte à l'origine de la loi qu'il proclame avoir toujours été; de sorte qu'en théorie la loi reste toujours la même, bien que la jurisprudence varie. Mais en pratique, la loi est ou n'est pas, bien plus, a toujours ou n'a jamais été suivant tel arrêt; et comme vingt arrêts conformes peuvent changer soudain sur un nouveau point de vue, si dans un an, si dans trente ans ce nouveau point de vue surgissait, cette loi qui existe aujourd'hui cesserait d'exister alors, et même après cette inhumation, elle pourrait renaître. Mais une seule tête tombée dans l'intervalle comment la relèverait-on? et j'en dirais autant de la plus mince des peines. Dès-lors, ou les peines subies vous lieraient au point que vous ne reviendriez plus de vos arrêts, ce que je crains peu, car l'erreur qui coûte du sang serait pour vous la plus courte; ou vous changerez votre nouvelle jurisprudence comme vous venez de changer l'ancienne, et en ce cas, voyez ce qui surviendra. Ce retour de jurisprudence impliquant forcément que jamais la loi n'a existé, vous déclarez par cela seul que cette loi qui hier encore emprisonnait, flétrissait, tuait, n'a pas eu vie. C'est pourquoi dans ce système deux choses en regard: une chose appelée loi qui a toujours existé, ou n'a jamais existé, à volonté; une réalité formidable, la mort, les fers, l'infamie, qui, subies, ne peuvent pas n'avoir pas été.

Il y a plus; une jurisprudence ne nous mettra pas à l'abri d'une autre. Toujours par ce principe qu'elle ne fait pas la loi, l'arrêt qui a dit l'an dernier qu'il n'y avait pas de loi ne me sauve pas des poursuites qu'un nouvel arrêt peut diriger sur moi l'an prochain. M. Person en est bien la preuve. Quand son duel a eu lieu, la loi était censée ne pas exister; en ce moment, la loi existe et la jurisprudence rétroagit quant à lui. Par la même raison, tous les duels compris dans le cercle de dix années sont à punir, et, s'ils n'ont pas été recherchés, ils doivent l'être, car sans cela, l'art. 637 du Code d'instruction criminelle serait violé. Mais où donc allons-nous, et quel désordre à réprimer peut égaler ce désordre de répression? Dans le système des arrêts, la loi n'est plus générale; elle est personnelle, elle est versatile, elle est rétroactive, elle est capiteuse, elle est.... tout ce qu'on voudra, si ce n'est la loi.

Nous ne terminerons pas ces réflexions sans nous excuser auprès de l'homme supérieur que nous nous sommes permis de combattre. Nous croyons que M. Dupin s'est trompé cette fois, lui qui se trompe si rarement. Nous osons le dire avec cette libre effusion qu'autorise une aussi haute intelligence; d'ailleurs, personne n'honore plus que nous son grand caractère, personne ne croit plus sincèrement que nous que la postérité s'en souviendra, et qu'après avoir été dans le présent l'homme de son temps, il sera pour l'avenir une des plus belles personnalités de l'homme public. Nous lui adresserons un vœu: qu'il nous procure la loi, cette loi bien conçue qui nous manque! Personne n'est plus fait que lui pour la provoquer, l'obtenir, et lui maintenir le respect qu'une loi formelle a droit d'exiger dans tout état bien réglé.

ETIENNE-PROSPER DUBOIS.

(1) Voy. Duel.
(2) Delacroix.

(1) Nous appellerons tentative, même le combat sans résultat.

(1) Grotius, du Droit de Guerre et de Paix, liv. II, ch. I.
(2) Barbeyrac sur Grotius, liv. II, ch. IV.

